



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

## Revue de presse



Dimanche 21 mai 2023



### **Inondation, séisme et autres catastrophes naturelles L'Algérie dépense 15 millions de dollars chaque année**

Face aux grands périls naturels, l'Algérie met de gros moyens pour panser les blessures et reconstruire après les colères de la nature. Les dépenses publiques destinées à faire face aux catastrophes ont dépassé la moyenne de 225 millions dollars/an durant les 15 dernières années. C'est ce qu'a fait savoir le Premier ministre, à l'ouverture, hier, à Alger, du Colloque international sur la prévention contre les tremblements de terre. «L'Algérie a consacré depuis 15 ans, en moyenne plus de 225 millions de dollars par an dans la lutte contre les catastrophes naturelles, avec à leur tête les inondations, qui consomment près de 70% du budget», a indiqué Benabderrahmane.

Bien que les inondations viennent en tête des catastrophes enregistrées en Algérie depuis 1950, les séismes étaient néanmoins les plus coûteux du point de vue économique, a fait observer Benabderrahmane. Le coût économique de ces derniers avoisine les 10 milliards de dollars, alors qu'ils ont fait 6.771 morts, avec 1,4 million de sinistrés, a rappelé Benabderrahmane qui a officiellement lancé les travaux de ce colloque dont l'intitulé est «Réduire le risque sismique: gouvernance et prospective». L'événement est organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, et est placé sous la le haut patronage du

président de la République. Il a vu, à son ouverture, la présence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, et celle des membres du gouvernement.

De ce colloque, il ressort, que face aux cataclysmes, l'Algérie ne veut plus subir. Les pouvoirs publics mettent en place une stratégie prospective, où, une part de responsabilité est attribuée à chaque intervenant dans le processus de construction, lequel ne peut jamais être anodin, car engageant le sort de cités entières et surtout des vies humaines...Il est question de définir la responsabilité à tous et à tous les niveaux, surtout que l'enjeu est énorme: faire face aux menaces naturelles et autres risques majeurs.

C'est dans cette logique d'ailleurs qu'il est question de rafraîchir les lois relatives à la gestion des catastrophes. «Consciente des dangers que représentent les catastrophes naturelles, notamment les séismes, l'Algérie a mis en place des stratégies et des mécanismes de riposte contenus dans la loi de décembre 2004 encadrée», explique Benabderrahmane qui annonce «la fin des travaux de l'atelier de mise à jour de la stratégie de prévention contre les risques majeurs, pour l'adapter aux exigences du cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030, ratifié par l'Algérie.».

«Cette stratégie sera appliquée dès la promulgation de la nouvelle loi, en remplacement de la loi de 2004, et la publication des textes d'application, attendus dans les semaines à venir» assure le Premier ministre, précisant qu'elle va s'appuyer sur «le facteur humain et sur la gestion des dangers, au lieu de la gestion des catastrophes».



## **Les banques algériennes à l'assaut de l'Afrique Vent de panique au Maroc**

Le Maroc a été désagréablement surpris par cette implantation furtive de banques en Mauritanie et au Sénégal.

Le Makhzen tremble

La décision de l'Algérie d'aller à la profondeur de l'Afrique, à travers des décisions hardies et réfléchies, ne semble pas du goût de certains pays, à l'image du Maroc dont la réaction est, à tout le moins, inappropriée. Plus

particulièrement, la décision de partir à l'assaut du marché financier africain, fait vaciller le royaume du Makhzen, qui pris de panique commence à se débattre, telle une bête agonisante. En effet, les appendices de Sa Majesté ont commencé à lancer des campagnes de dénigrement et de propagandes de bas étages, en vue de discréditer la nouvelle dynamique économique algérienne dans la profondeur africaine. Des vidéos balancées, depuis peu, sur les réseaux sociaux mettant en scène des informations loufoques au sujet de l'Algérie, citant expressément la décision du président Tebboune d'ouvrir des banques en Afrique, trahissent ce vent de panique qui souffle sur le royaume. Une campagne qui tend à travestir la réalité, en colportant des informations infondées et tendancieuses, jusqu'à se faire passer pour des défenseurs des institutions financières algériennes. Du coup, ces appendices médiatiques qui ont sauté sur cette aubaine, continuent de nourrir l'espoir chimérique d'influencer le cours des choses.

Parallèlement, certains rapports et compte-rendus de médias indépendants admettent explicitement que le Maroc a été, désagréablement surpris par cette furtive opération d'implantation de banques dans les deux pays de grand intérêt pour le Makhzen, à savoir la Mauritanie et le Sénégal. Cela est d'autant plus désastreux pour le Makhzen que la situation financière et économique du Maroc est des plus catastrophiques, surtout avec l'effervescence du front social aux prises avec les effets pervers de l'inflation et la paupérisation galopante.

Il faut croire qu'au final, l'opération d'implantation des banques et succursales bancaires et financières algériennes en Afrique, annonciatrice d'un déclin de la présence financière marocaine en Afrique, pourrait sonner le glas des banques du Makhzen sur son terrain de prédilection traditionnel et de choix. Pour la première fois de son histoire, le Maroc se sent menacé et reclus dans ses derniers fiefs, jadis imprenables. Aussi, à voir les gesticulations et les manigances des appendices médiatiques du roi Mohammed VI, qui multiplie les assauts et les battages propagandistes autour de cette décision, particulièrement, on serait tenté d'admettre que le Maroc a fini par jeter toutes ses cartes.

Cela prouve aussi que la décision de l'Algérie d'investir la place financière africaine, à travers l'ouverture d'agences bancaires, notamment au Sénégal et en Mauritanie, dans un premier temps a provoqué un vent de panique au sein des tenants du royaume. Il faut dire que le Maroc dont la présence d'agences bancaires dans des villes africaines remonte à plusieurs années déjà, voit d'un très mauvais oeil une telle décision. Une décision qui pourrait, à très court

terme, le déloger du continent noir, dont il a longtemps sucé le sang, en complicité avec des puissances coloniales anciennes.

La décision de l'Algérie d'ouvrir des agences bancaires dans ces villes africaines, perçue par le Maroc, telle une incursion dans sa propre chasse gardée, intervient à point nommé pour annoncer un nouvel âge pour le continent noir. La réaction disproportionnée du Maroc démontre, si besoin que l'Algérie a pris la bonne décision et qu'elle est sur la bonne voie. Selon des experts aguerris, «si l'Algérie persiste dans cette voie, en poursuivant le tissage d'un réseau bancaire, financier et même d'assurances en Afrique, à travers une feuille de route distincte et une stratégie dûment élaborée, avec les atouts financiers, particulièrement, dont elle dispose actuellement, elle se positionnera comme un acteur majeur de la place financière africaine, avec des acteurs africains alliés». Il n'est un secret pour personne que les dernières décisions des hautes autorités du pays, allant dans le sens d'une meilleure implication de l'Algérie dans la résolution des problèmes d'intégration économique de l'Afrique ne sont pas du goût de certaines puissances mondiales.

A fortiori, la dynamique de rapprochement économique et politique avec les pays africains, assortie d'une ouverture commerciale nouvelle aussi, devant sonner le glas de certains néocolonialistes et leurs appendices inféodés. Il convient de souligner aussi, que depuis ces dernières années, grâce à la clairvoyance du président de la République, l'Afrique est depuis peu au centre d'intérêt de l'Algérie, qui a effectué un virage de 360° pour corriger sa politique en la matière. La décision salutaire de Tebboune de réserver la somme colossale de 1 milliard de dollars pour le financement de projets de développement économiques et technologiques de l'Afrique, participe de cette stratégie nouvelle mise en orbite, depuis peu aussi, devant déboucher sur une réelle stratégie d'intercoopération continentale.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

**Importation automobile: le document Algex n'est plus exigé pour la domiciliation bancaire**

19/05/2023

Les concessionnaires et les constructeurs de véhicules ne sont plus tenus de présenter les documents délivrés par Algex, pour obtenir la domiciliation bancaire nécessaire pour effectuer leurs opérations d'importation, a indiqué le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique dans une note publiée jeudi.

"Dans le cadre de la simplification des procédures administratives liées aux activités d'importation et de production des véhicules, il est porté à la connaissance des concessionnaires et des constructeurs de véhicules, que les opérations d'importation de véhicules neufs, d'ensembles, de sous-ensembles, d'accessoires et de pièces entrant dans la construction de véhicules, ne seront désormais plus soumises aux documents délivrés par Algex (l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur)", est-il indiqué dans la note.

A cet effet, "seule une attestation de régulation délivrée par les services compétents de la direction générale du développement industriel, sera nécessaire pour les opérations de domiciliation bancaire", précise la même source.

Les demandes d'attestation de régulation doivent être déposées à partir du dimanche prochain, au niveau de la direction générale du développement industriel du ministère, souligne-t-on.



## **Importation automobile, domiciliation bancaire : Le document Algex n'est plus exigé**

19/05/2023

Les concessionnaires et les constructeurs de véhicules ne sont plus tenus de présenter les documents délivrés par Algex, pour obtenir la domiciliation bancaire nécessaire pour effectuer leurs opérations d'importation, a indiqué le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique dans une note publiée jeudi dernier.

"Dans le cadre de la simplification des procédures administratives liées aux activités d'importation et de production des véhicules, il est porté à la connaissance des concessionnaires et des constructeurs de véhicules, que les opérations d'importation de véhicules neufs, d'ensembles, de sous-ensembles, d'accessoires et de pièces entrant dans la construction de véhicules, ne seront

désormais plus soumises aux documents délivrés par Algex (l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur)", est-il indiqué dans la note.

A cet effet, "seule une attestation de régulation délivrée par les services compétents de la direction générale du développement industriel, sera nécessaire pour les opérations de domiciliation bancaire", précise la même source. Les demandes d'attestation de régulation doivent être déposées à partir de dimanche prochain, au niveau de la direction générale du développement industriel du ministère, souligne-t-on.



## **Adhésion de l'Algérie aux BRICS : Le CNESE prépare une feuille de route**

19/05/2023

Le président du Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE), le Pr Sidi Mohamed BouchenakKhelladi, a révélé, hier lors de la 4e session plénière du conseil, que les différentes commissions s'attellent pour mettre en place une stratégie permettant d'accompagner l'adhésion de l'Algérie aux BRICS.

Nous sommes en train de travailler sur le dossier. Une étude est déjà en cours afin de tracer une stratégie à l'Algérie. Cette étude d'analyse nous permettra de fixer nos objectifs pour cette adhésion et surtout comment en tirer profit», souligne-t-il, en expliquant que cette feuille de route aura pour objectif de préserver les intérêts du pays au sein de ce groupe. Rappelons que l'Algérie avait officiellement déposé, en novembre dernier, une demande d'adhésion au groupe des BRICS. Après la Chine, la Russie a exprimé son appui à cette demande, qui intervient dans le cadre des efforts visant à élargir cette coalition regroupant cinq pays émergents.

La présidente du Conseil de la Fédération de Russie, Valentina Matvienko, a annoncé, lors de sa visite dans notre pays, le 16 mars dernier, le soutien de Moscou à la demande d'adhésion au groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) présentée par l'Algérie,

En juillet dernier, le président de la République avait affirmé que l'Algérie s'intéresse aux BRICS, en ce qu'ils constituent une puissance économique et politique.



«L'adhésion à ce groupe mettrait l'Algérie, pays pionnier du non-alignement, à l'abri des tiraillements entre les deux pôles», avait-il assuré.

Selon M. Tebboune, l'économie algérienne est en train de reprendre du souffle puisque c'est la première fois «depuis 40 ans» que l'Algérie réalise plus de 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures. «Notre objectif est de développer la croissance et de renforcer le produit intérieur brut afin de rejoindre le groupe des BRICS».

L'Algérie, pays partenaire de la Chine et de la Russie, vise, depuis deux ans, à diversifier ses partenariats économiques et ses échanges commerciaux, notamment avec les autres pays du groupe comme le Brésil ou l'Afrique du Sud.

Quels avantages pour l'Algérie ?

Selon de nombreux experts, une nouvelle adhésion à ce groupe d'influence pourrait offrir aux pays candidats diverses opportunités leur permettant d'accroître les partenariats économiques et d'impulser les investissements structurants avec les pays membres. Le groupe des Brics, qui compte près de 40% de la population mondiale, 25% du PIB mondial et 18% du commerce international, offre de nombreux avantages, comme l'accès aux financements via la nouvelle banque de développement (New Development Bank), créée en 2014 et dont le siège se trouve à Shanghai, en Chine. Cette dernière, qui joue le rôle d'une banque centrale, offre de nombreuses opportunités comme l'accès aux financements, fructifier les échanges commerciaux et avoir accès à un système de financement alternatif au dollar américain et au système financier international Swift.

L'éventuelle adhésion aux Brics permettra aux nouveaux membres de bénéficier de très nombreux avantages économiques, notamment l'impulsion des partenariats et des investissements sur la base du principe gagnant-gagnant, et la possibilité de pénétrer les marchés intérieurs des pays membres de ce conglomérat économique.

A travers ce groupe, si elle le rejoint, l'Algérie ouvre en conséquence de nouvelles portes au produit national pour lui permettre de consolider sa position sur le marché international et dans des espaces régionaux diversifiés, à savoir l'Amérique latine avec le Brésil, l'Asie avec l'Inde, l'Europe de l'est avec la Russie et s'affirmer davantage sur le marché africain, notamment l'Afrique du sud. Ceci ne fera qu'accélérer la démarche entreprise par les pouvoirs publics ces derniers mois pour faire gagner au produit local davantage de parts de

marché à l'international, en misant notamment sur près de 7 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures.

En exprimant son souhait d'y adhérer, l'Algérie se donne ainsi la possibilité de rejoindre un nouveau système économique mondial en phase de gagner du terrain.

Notons enfin que les Brics fixeront les critères de cette adhésion en juin prochain avec la tenue du sommet en Afrique du Sud.



## **Importation de véhicules neufs. Le verrou Algex saute**

20/05/2023

Les pouvoirs publics entendent sauver le marché automobile, au titre de l'année 2023, surtout que les observateurs craignent de voir cette dernière « largement hypothéquée ».

Les concessionnaires et les constructeurs automobiles sont, désormais, dispensés de l'obligation de présenter le document délivré par l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur Algex, pour obtenir la domiciliation bancaire nécessaire pour effectuer leurs opérations d'importation.

La suppression du dispositif Algex pour les importations de véhicules neufs et les pièces devant alimenter les usines de voitures en Algérie, vient, en effet, d'être notifiée aux opérateurs par le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. «Dans le cadre de la simplification des procédures administratives liées aux activités d'importation et de production des véhicules, il est porté à la connaissance des concessionnaires et des constructeurs de véhicules, que les opérations d'importation de véhicules neufs, d'ensembles, desous-ensembles, d'accessoires et de pièces entrant dans la construction de véhicules, ne seront désormais plus soumises aux documents délivrés par Algex», a ainsi notifié le département d'Ali Aoun en précisant que «seule une attestation de régulation délivrée par les services compétents de la direction générale du développement industriel, sera nécessaire pour les opérations de domiciliation bancaire».

L'on apprend de même source que les demandes d'attestation de régulation devront être déposées, dès demain, dimanche, au niveau de la direction générale du développement industriel du ministère.



Rappelons qu'en avril 2022, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avait appelé tous les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinées à la revente en l'état, à présenter un document attestant de l'indisponibilité des produits à importer, sur le marché national. C'est donc au tour du secteur de l'automobile, à l'instar d'autres comme le médicament ou l'agriculture de voir sauter le verrou Algex. Assurément, en dispensant les importateurs de véhicules neufs et les usines automobiles de fournir ledit document, les pouvoirs publics entendent sauver le marché automobile algérien, au titre de l'année 2023, surtout que les observateurs craignent de voir cette dernière «largement hypothéquée».

Ces derniers avaient espéré voir en le lancement de Fiat, en mars dernier, un début d'activité...ont vite déchanté en constatant que le marché des quatre roues ne frémit pas encore suffisamment. Notre confrère en ligne Carvision a relevé, d'ailleurs, début mai: «Pour Opel et JAC, deux marques qui ont obtenu leurs agréments le même jour que Fiat, aucune importation n'a été effectuée en raison des lenteurs pour l'obtention du certificat de respect puis de l'accord d'Algex».

Il s'agit finalement de sauver le marché automobile national du neuf, en facilitant les opérations d'importation en vue d'atteindre des volumes respectables et capables de satisfaire une demande bien réelle sur le marché. La mesure par le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique participe, par ailleurs, à contrebalancer d'autres facteurs aggravants, lesquels sont au demeurant liés à un contexte mondial empreint de difficultés, notamment celles qu'éprouvent les constructeurs européens à s'approvisionner en certains composants. Avec l'arrivée, ces dernières 72 heures, de modèles de la marque Opel détenue par le Groupe Stellantis, les signes d'une reprise effective semblent se mettre en place sur le marché automobile national.



## **L'Algérie est le pays arabe le moins endetté, selon le FMI**

20/05/2023

Dans un récent rapport, le FMI a révélé que l'Algérie est le pays arabe le moins endetté du Monde arabe. Ce rapport indique en effet, que la dette extérieure algérienne ne représente que 1,6 % de son produit intérieur brut (PIB), un chiffre

qui la place à la fin de la liste dans le Monde arabe. Une performance qui n'est pas des moindres au plan économique. Elle donne à l'Algérie une certaine aisance financière puisqu'elle se trouve ainsi libérée du fardeau que constituent les dettes pour les économies, surtout que la question des dettes extérieures est centrale dans les discussions économiques mondiales. Selon le même rapport, ce faible niveau de dette extérieure pourrait être attribué à divers facteurs, mais cette situation n'est pas exempte de défis.



## **De grands projets dans l'énergie, les mines et les infrastructures en phase de réalisation**

**Le partenariat algéro-chinois est appelé à se renforcer davantage à la faveur de la prochaine visite du président Tebboune à Pékin.**

L'Algérie et la Chine avancent dans leur coopération qui touche divers domaines. Liés par un partenariat stratégique, Alger et Pékin tendent manifestement à renforcer leur entente. Bien ancré sur fond de convergence politique, le partenariat algéro-chinois est appelé à se renforcer davantage. La prochaine visite du président Tebboune en Chine donnera sans doute plus d'épaisseur à cette entente historique. Et l'aval affiché par la Chine pour l'adhésion de l'Algérie au bloc des Brics est la parfaite illustration de cette entente. Cette convergence de vues entre les deux pays est en train de donner un coup d'accélérateur à leur coopération, Notamment dans les secteurs à forte retombées économiques. C'est ce qui ressort du séjour récent du président-directeur général du groupe Sonatrach, à Pékin.

Accompagné de cadres du groupe, de la société Asmidal, filiale de Sonatrach, et du groupe Manadjim El-Djazair (Manal), Toufik Hakkar a exploré avec les responsables chinois les voies devant permettre de passer à la phase de concrétisation des projets entre les deux pays. Cette visite s'inscrit dans le cadre du développement du projet de phosphate intégré (PPI), supervisé par la société algéro-chinoise «Algerian Chinese Fertilizers Company» (Acfc), créée le 22 mars 2022 entre les groupes algériens Asmidal et Manal, d'une part, et les sociétés chinoises «Wuhuan» et «Tian'an» d'autre part, a précisé Sonatrach dans un communiqué.

Ce projet porte sur l'exploitation du gisement de phosphate de Bled El Hadba

dans la région de Djebel Onk (W. Tébessa), la transformation chimique des phosphates et la fabrication des engrais azotés et des produits chimiques à Oued Keberit (Souk Ahras). La visite de la délégation algérienne en Chine a été l'occasion de tenir des séances de travail avec des responsables de la China national chemical engineering Co., Ltd (Cncec), propriétaire exclusive de la société Wuhuan, spécialisée dans les industries chimiques et des engrais. Les deux parties ont discuté du développement du PPI ainsi que des perspectives de coopération dans les domaines liés à la recherche, au développement et à la production de l'ammoniac vert, selon le groupe Sonatrach. Il a été aussi question de la valorisation des déchets industriels issus de la transformation des engrais. Le groupe Sonatrach a indiqué que les deux parties ont évoqué les moyens de financement du projet intégré en programmant des rencontres avec un groupe de banques intéressées par le financement du projet et des sociétés d'assurance de prêts d'investissement et d'exportation, qui sont prêtes à contribuer au financement de la réalisation de ce projet stratégique. Toufik Hakkar a eu, par ailleurs, à Pékin des rencontres avec des sociétés liées par des relations de partenariat et de coopération avec Sonatrach, notamment China National Petroleum Corporation (Cnpc) activant en Algérie à travers ses filiales «HQC», «KunLun Digital», Huawei et Power China. il a abordé les opportunités d'investissement et de coopération communes dans le domaine des hydrocarbures, des énergies nouvelles et renouvelables, de la transition numérique et des nouvelles technologies utilisées dans l'exploration et la production des hydrocarbures. Sonatrach, pour rappel, a signé la semaine écoulée avec la société chinoise Wanhua Chemical un contrat à terme pour l'approvisionnement en GPL du complexe pétrochimique de cette société en Chine.

Le contrat en question porte sur un approvisionnement régulier du marché asiatique en GPL algérien. Ce qui a marqué un tournant significatif pour les exportations algériennes de GPL, permettant l'introduction de la référence algérienne de prix des GPL sur le plus grand marché régional au monde. À travers cet accord, les deux compagnies ont confirmé ainsi leur volonté d'établir une relation commerciale «durable et fructueuse dans le domaine des GPL en particulier et de la pétrochimie en général, selon le groupe Sonatrach. Il y a dix jours, rappelait à partir d'Aïn Defla, l'ambassadeur chinois en Algérie, Li Jian, ce qui est attendu du 2ème Plan quinquennal de coopération stratégique globale 2022-2026.

Ce document a pour objectif d'élargir la coopération algéro-chinoise vers d'autres domaines dont les énergies renouvelables, spatial, culturel et touristique, ainsi que dans les domaines de l'industrialisation. En définitif, il s'agit pour

Alger et Pékin de huiler la machine de leur coopération. Objectif: accélérer la cadence de réalisation des projets structurants d'importance stratégique mis en place ces dernières années.

**Le Courrier**  
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

## **SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DE VLADIMIR POUTINE POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE : Moscou « prépare » la visite du président Tebboune**

20/05/2023

Le représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique, le vice-ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, a déclaré hier, en marge du forum Russie et monde islamique, « Forum de Kazan » que « les préparatifs de la visite du président algérien Abdelmadjid Tebboune en Russie sont en cours », précisant néanmoins que les dates « n'ont pas encore été convenues ».

L'Agence de presse multimédia internationale russe « Sputnik », rapportant hier les déclarations du responsable russe, a indiqué que Mikhaïl Bogdanov russe a déclaré, que «le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, « devait arriver en janvier dernier, mais cette visite a été reportée ». Pour rappel, la présidence russe avait annoncé, en janvier, que le président Abdelmadjid Tebboune avait accepté, lors d'un appel téléphonique avec son homologue russe, Vladimir Poutine, de se rendre à Moscou en ce mois courant. Pour l'heure, rien n'a été communiqué par les deux pays.

Dans ce contexte, dicté par les relations étroites entre l'Algérie et la Russie, il convient de noter que l'Algérie est le deuxième partenaire commercial de la Russie sur le continent africain, avec un volume d'échanges de près de trois milliards de dollars en 2021.

Cette prochaine visite marquera ainsi le début d'une nouvelle étape dans les relations bilatérales entre l'Algérie et la Russie, deux pays qui partagent un vaste programme de coopération sur le long terme. « L'Algérie et la Russie sont des

partenaires importants l'un pour l'autre. Nous menons un dialogue politique de haut niveau et nous espérons que la visite du président Abdelmadjid Tebboune en Russie marquera le début d'une nouvelle étape dans nos relations », avait affirmé l'ex-chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, en novembre 2022.



## **Finances : Société Générale ouvre une agence à Mila**

20/05/2023

Dans le cadre de son plan de développement et de sa politique de proximité et de satisfaction client, Société Générale Algérie est heureuse d'inaugurer, officiellement, son agence à Mila, au cours d'une cérémonie, à laquelle ont pris part le Wali de Mila et Julien Sterenzy, Président du Directoire de la banque, accompagnés de leurs délégations respectives, des clients de la banque et des prospects de la région ainsi que des représentants des médias.

Située au Boulevard Ben Guerba division 55 N°34 – Mila, cette nouvelle agence, dédiée à l'activité de la clientèle des particuliers et des professionnels, va offrir des services et produits bancaires par une équipe qualifiée qui mettra son expertise au profit de l'activité de la région.

Société Générale Algérie, qui a débuté son activité en 2000, poursuit son ancrage en régions et devient ainsi la première banque privée à s'installer dans la Wilaya de Mila.

Cette démarche démontre sa volonté de se rapprocher davantage de ses clients afin de leur apporter toutes les solutions dont ils ont besoin dans les conditions les plus favorables et confirme ainsi sa position de première banque privée en termes de réseau avec 104 agences réparties sur 34 wilayas.



## **L'Algérie, pays arabe le moins endetté en 2023 ? Le FMI révèle le classement**

19/05/2023

La question des dettes extérieures est centrale dans les discussions économiques mondiales. Représentant le montant total dû par un pays à ses créanciers

étrangers, cette dette peut être à la fois un outil d'investissement pour le développement et un fardeau pour l'économie nationale. Un récent rapport met en évidence les différences de dette extérieure entre les pays, avec un focus particulier sur l'Algérie.

Selon ce nouveau rapport, l'Algérie se distingue dans le monde arabe par son faible niveau d'endettement extérieur. En effet, la dette extérieure du pays ne représente que 1,6 % de son produit intérieur brut (PIB), un chiffre qui place l'Algérie à la fin de la liste dans le monde arabe. La Somalie et la Palestine précèdent l'Algérie avec respectivement 7,5 % et 11,2 % de leur PIB.

Cette situation contraste fortement avec celle de pays comme la Bahreïn, où la dette extérieure représente plus de 200% de son PIB, et le Soudan, où elle s'élève à 146,8 %.

Le faible niveau de dette extérieure de l'Algérie pourrait être attribué à divers facteurs, mais cette situation n'est pas exempte de défis.

### **PIB 2023 : l'Algérie dans le TOP 10 des pays arabes les plus riches,**

L'Algérie fait son entrée dans le top 10 des pays arabes en termes de PIB, selon un rapport récent publié par le Fonds Monétaire International (FMI). Avec un PIB de 4 480 dollars par habitant, le pays nord-africain se classe à la dixième position, révélant ainsi son potentiel économique croissant.

Bien que dominé par le Qatar, qui occupe la première place avec un impressionnant PIB de 83 890 dollars par habitant, ce classement met en lumière la progression de l'Algérie dans l'économie de la région. Les Émirats arabes unis se positionnent à la deuxième place avec un PIB de 49 450 dollars par habitant, suivis du Koweït avec 33 650 dollars.

Parmi les autres pays présents dans le top 10, on retrouve l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Sultanat d'Oman, la Libye, l'Irak et la Jordanie, qui ont tous contribué à la dynamique économique de la région.

La Tunisie quant à elle se hisse à la 11e place avec un PIB de 4 070 dollars par habitant, tandis que le Maroc se trouve à la 12e position avec un PIB de 3 750 dollars. Ces chiffres témoignent de l'importance économique des pays d'Afrique du Nord.

L'Algérie, riche en ressources naturelles telles que le pétrole et le gaz, a su diversifier son économie au fil des années en investissant dans des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme et les énergies renouvelables. Ces efforts ont



contribué à la croissance économique du pays et à son ascension dans le classement régional.



## **Résistance aux réformes économiques : Les experts préconisent fermeté et sensibilisation**

Le président de la République s'engage à lutter contre toute forme de «résistance» visant à ralentir le processus de l'édification nationale.

A chaque rencontre avec les opérateurs économiques, il prend acte de leurs doléances et assure qu'elles seront prises en charge dans le cadre d'une nouvelle approche qui a pour cible justement ces «réactionnaires» refusant le changement. Mais comment réagir face à ces facteurs de blocage qui ont visiblement la peau dure ? Le consultant et expert en géo-économie Abderrahmane Hadeff souligne que l'Algérie est aujourd'hui bien lancée dans le projet de transformation de son économie. « Il s'agit carrément d'un changement de modèle de croissance vers un modèle productif, diversifié et surtout durable », note-t-il. De ce fait, il estime « normal » qu'il y ait des résistances du fait de la méconnaissance des objectifs de ce changement ou tout simplement par intérêt. L'expert insiste, à cet effet, sur le concept «conduite de changement» qui implique d'aborder ces transformations plurielles par plus de sensibilisation envers ceux qui ne sont pas encore convaincus ou ne mesurent pas l'importance de cette mutation. Par contre il juge nécessaire d'être ferme avec les parties récalcitrantes qui ont pour objectif d'entraver ce processus. « Il faut frapper fort ceux qui résistent aux changements par pur intérêt rentier tant au niveau des secteurs économiques qu'au niveau des administrations où le fléau de la bureaucratie fait rage », soutient-il.

L'expert préconise aussi d'appliquer avec rigueur la loi et l'ensemble des éléments mis en place notamment dans le domaine financier et bancaire pour booster la croissance économique. Il cite, à titre d'exemple, les textes élaborés contre la spéculation et la corruption. Mais cela ne l'empêche pas de plaider également pour des réformes susceptibles d'améliorer le climat des affaires.

### **Détecter les goulots d'étranglement**

Kamel Kheffache, expert en développement économique, abonde dans le même sens. « Ces pratiques de blocage peuvent être volontaires ou par habitude et le chef de l'Etat essaie de les combattre pour faire avancer les projets inscrits au titre de son programme », relève-t-il. L'économiste tient à rappeler, en effet, que

le Président a constaté des «retards» dans divers secteurs et sur la base des bilans qui lui parviennent et des évaluations entreprises sur le terrain. «Nous avons besoin d'investir, de créer de l'emploi et de relancer les secteurs d'activité afin de relancer l'économie. Des mécanismes ont été mis en place mais malheureusement les résultats escomptés n'ont pas été à la hauteur des attentes», rappelle-t-il, affirmant que ces insuffisances doivent être levées par des mesures de contrôle et de suivi sur le terrain afin de détecter «les goulots d'étranglement» qui empêchent l'avancement des projets. Kheffache conseille aussi de diagnostiquer ces facteurs bloquants qui étouffent l'économie non seulement en optant pour des sanctions mais aussi en mettant en place des plans de redéploiement, de perfectionnement et de formation au profit du personnel en charge de réaliser les tâches et d'appliquer les lois à tous les niveaux. Et le tout au bénéfice du... citoyen, conclut-il.



## رفع تقريره حول النظام الضريبي الجديد إلى السلطات العليا 19/05/2023

“الكناس” يقترح: ضريبة على الأرض بدل الثروة

يدعو خبراء المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي في تقرير حول النظام الضريبي الجديد تم رفعه إلى السلطات العليا في البلاد، إلى ضرورة استبدال ضريبة الثروة التي لم تُحصَل المبالغ المنتظرة منها منذ سنّها عبر قانون المالية لسنة 2020، بضريبة جديدة على الأرض، مع نشر مديرية أملاك الدولة في سجل رقمي لأسماء أصحاب العقارات، وقيمة هذه الأراضي الحقيقية ومطابقتها مع ما يتمّ التصريح به.

وحسب تقرير معد من طرف خبراء “الكناس”، يحمل عنوان “نظام ضريبي جديد وعملي لمواكبة تنويع الاقتصاد الوطني”، تمت المصادقة عليه مساء الأربعاء في الجمعية العامة للمجلس، فتكليف النظام الضريبي والارتقاء به من بين المحاور الكبرى التي يجب العناية بها، حيث شرعت السلطات الرسمية في الخطوات الأولى نحو هذا المنحى، لكن يجب - حسب معدّي التقرير- الاعتراف بأن هذه المهمة طويلة الأمد تحتاج إلى تضافر الجهود، وهو ما أدرجته لجنة الحوكمة المالية والسياسات الاقتصادية المعدة للتقرير في المجلس، في برنامج عملها لسنة 2023.

## ضرائب مُبسّطة يدفعها المواطن

ودعت اللجنة إلى تغيير النظام الضريبي، ومحاصرة الاقتصاد غير الرسمي المتنامي والذي أصبح شبه قانوني، وهو ما تسبّب في عجز عن مكافحة التهرب الضريبي، مع فرض ضرائب معقولة يدفعها متحمّلها بشكل مُنظم وفعال، وتكمن الأهداف المتوخاة من نظام ضريبي جديد وعملي في أن يكون بسيطاً وسهل الفهم ومقبولاً ومنصفاً للخاضعين للضريبة وإدماج جميع قطاعات الاقتصاد التي تنشط بشكل غير رسمي للقطاع الرسمي، وإيجاد حلّ للنظام الضريبي غير العادل نتيجة تهرب نسبة كبيرة من الخاضعين للضريبة، من خلال اعتماد مبدأ جديد وهو دفع الضريبة على الدخل والأرباح المحقّقة لممارسي النشاطات التجارية، وعلى ما نستهلكه، وعلى القيمة السوقية للعقارات والممتلكات التي بحوزتنا، وهي رسالة واضحة وبسيطة، لو تمت ترجمتها على واقع المواطن الجزائري ستحظى بإجماع واسع.

## المحافظة على مبدأ التدرّج للأجور ومبدأ التناسب مع عوائد الادخار

ووفق التقرير، تحافظ الاختيارات المتخذة على مبدأ التدرّج للأجور ومبدأ التناسب مع عوائد الادخار، وهي أرباح الأسهم والفوائد ودخل الإيجار، مع اقتراح تكييف معدلات الخصم تدريجياً مع المستويات التي تمارس في العديد من الاقتصادات القابلة للمقارنة أو المنافسة في بلدنا، ويتعلّق الأمر أيضاً بتشجيع الاحتفاظ بالمدّخرات داخل الشركات عوض حيازتها على المستوى الشخصي، غير أن الضرائب اليوم لا تشجع أبداً على وضع مدّخرات في الشركات، وتجبر الناس على إخراج الأموال أو الأراضي والأصول العقارية من الشركات والاحتفاظ بالمدّخرات بشكل شخصي.

واقترح التقرير استحداث ضريبة على الأرض تمثل نسبة من القيمة السوقية لأصول الأراضي العقارية، حيث أن الضريبة على الممتلكات الموجودة في النظام الضريبي الحالي تمتلك خصوصية تضعف نطاقها، حيث لا تستند إلى القيمة الأصولية الحقيقية للأصول المعنية، ولكن على مساحات مبنية وعلى مقياس مُحدّد إدارياً، إذ أن الضريبة على الأملاك المنصوص عليها في التشريع الجزائري منذ سنة 1994 والتي لم تطبق من قبل وتم تغييرها إلى ضريبة الثروة عبر قانون المالية التكميلي لسنة 2020 قد تغيّر اسمها إلى ضريبة الثروة مؤخراً بقانون المالية لسنة 2020، ولكن بكيفيات غير مناسبة تجعلها غير مطبّقة إلى اليوم في الواقع.

ويستدعي تطبيق هذه الضريبة، حسب مُعدّي الدراسة، الإعلان عن سجل معاملات الأراضي والعقارات عبر الأنترنت المحفوظ به لدى أملاك الدولة كخوة مبدئية، وبما أن هذه المعاملة هي الشائعة في جميع أنحاء العالم، فإن نشر هذا التسجيل سيسمح بالمقارنة الحقيقية لتقييم أصول عقارية تستند عليها ضريبة الملكية، كما ينبغي دراسة شروط التنفيذ بعناية

لضمان فعاليتها، خاصة فيما يتعلّق بالمعدّل والإعفاءات المحتملة والتحكّم في القيم التي تعلنها الخدمات الضريبية.

ويضيف التقرير: “إن إدخال ضريبة عقارية حقيقية سيساعد على إنشاء مصدر التمويل للسلطات المحلية على المدى المتوسّط كما هو الحال في معظم أنحاء العالم، ومن ناحية أخرى يهدف ذلك إلى تصحيح خلل ضار، حيث أن عدم وجود تكلفة لامتلاك أصول عقارية يميل إلى تغذية التضخم الاصطناعي لأسعار العقارات وتوليد نقص الأراضي.”

الضريبة على النشاط المهني تسببت في الهروب نحو القطاع غير الرسمي واقترحت الدراسة إلغاء الضريبة على النشاط المهني، بحكم أن هذه الضريبة تسهم في الهروب نحو القطاع غير الرسمي، ويعتبر إلغاؤها جزءاً رئيسياً من أهداف الحكومة، حيث أن تطبيقها يؤدي لنتائج عكسية، فهي تحرم الخزينة العمومية من موارد ثمينة بدون أن تقلّل أو تلغي آثار ضريبة النشاط المهني الضارة. أما بخصوص الضريبة على القيمة المضافة، فقد اقترح خبراء “الكناس” تحصيلها بشكل أكبر، حيث أنها محلياً لا تتجاوز 3 بالمائة، فيما تمثل الضريبة على القيمة المضافة المحصلة من الواردات حوالي 10 بالمائة، وخسرت الخزينة العمومية من الموارد ما يعادل 1179 مليار دينار سنة 2021، أي حوالي 30 بالمائة من إيرادات الميزانية باستثناء الجباية البترولية.

ودعا المجلس إلى وضع الشروط الحقيقية لتعميم ضريبة القيمة المضافة، حتى لا تجد الشركات أي عقبات أمام الخصم وتسديد أرصدة الإئتمانات الضريبية بسرعة وبدون شروط غير معقولة، مع إلغاء أو الحد من جميع أنظمة الضريبة الجرافية التي تعيق خصم الضريبة على القيمة المضافة وتشكل في الواقع نظاماً غير رسمي مقنّن. ودعا “الكناس” أيضاً إلى اعتماد نظام ضريبي مبسط ومفهوم مقابل دعم ميزانية الاستثمار، من خلال إلغاء الضريبة على النشاط المهني، واسترداد الائتمان الضريبي على القيمة المضافة واستقرار ضريبة أرباح الشركات على المدى بنسبة 20 بالمائة، حيث يوفر هذا النظام فائدة كبرى لأي مستثمر.

ودعا المجلس الاقتصادي إلى تبسيط قانون التسجيل الذي ينظم معظم المعاملات التجارية غير المفهومة اليوم، وأن يخرج النشاط الفلاحي من الوضع الغامض الذي يوجد فيه، وأن يفرض نفسه بشكل واضح، فيما يتعلّق بنسبة الأرباح مثله مثل بقية الأنشطة التجارية الأخرى، وهذا لا يشكك بأي حال من الأحوال في دعم الإنتاج المحلي، ولكن لا يستبعد فرض ضرائب على المداخل المتأتية منه، ويتعلّق الأمر بالدرجة الأولى بمداخل المجال التجاري.

وأكد “الكناس” أن هذه المقترحات لا يمكن تنفيذها إلا على المدى الطويل وعلى أساس

مشروع محدد بوضوح، داعيا إلى مراقبة أكثر دقة لأداء كل ضريبة، وزيادة الشفافية وتسهيل الوصول إلى المعلومات، مع اعتماد مقبوليتها الاجتماعية أكثر من الأدوات القسرية لوحدها.



أزيد من 394 ألف وظيفة شاغرة.. 20.21 مليار دولار فائض في الميزان التجاري و61 مليار دولار احتياطي النقد الأجنبي.. تعرف على أرقام الاقتصاد الجزائري في 2022:



بحسب وثيقة للجمارك الجزائرية هذا ما يجب أن يعرفه مستوردو سيارات أقل من 3 سنوات



تعتمد مصالح الجمارك على عدة طرق لتقييم فواتير السيارات المستعملة أقل من 3 سنوات المستوردة من طرف المواطنين، وتصحيحها في حالة الشك في القيمة المصرح بها، وذلك من خلال اللجوء إلى قواعد البيانات في مجال التقييم الجمركي. وتشير وثيقة للمديرية العامة للجمارك وجهت إلى مختلف مصالحها، تحمل رقم 023/04/01/930، تشرح فيها تفاصيل جمركة السيارات المستعملة أقل من 3 سنوات، اطلعت "الشروق" على نسخة منها، إلى أن الأسعار المذكورة في قواعد البيانات المعتمدة لديها، تمثل فقط أسعاراً مرجعية ولا تعد في أي حال من الأحوال إدارية، وهي تستعمل من طرف إدارة الجمارك كأداة مساعدة من أجل تحليل المخاطر المرتبطة بدقة وصحة القيم المصرح بها.

ولفتت الوثيقة إلى أن الإدارة المركزية تضمن نشر وثيقة تحتوي على أسعار السيارات المستعملة مستخلصة من قاعدة البيانات الخاصة بالدليل المرجعي لأسعار السيارات المسماة (ARGUS)، وذلك لاستعمالها من طرف مصالح الجمارك للكشف عن حالات الشك فيما يخص دقة القيم المصرح بها للسيارات المستعملة، في إشارة إلى جدول نشر سابقاً تضمن تفاصيل الأسعار المرجعية.

وأشارت الوثيقة إلى أنه في حالة معاينة المصالح المكلفة بالرقابة، لفرق ملحوظ بين القيمة المصرح بها وتلك المبينة في قاعدة البيانات المعنية، فإن معالجة هذه الوضعية يجب أن تكون في إطار المادة 16 مكرر 10 من قانون الجمارك المتعلقة بحالات الشك، وبالتالي - تضيف المراسلة- يجب دعوة المستورد لتقديم تبريرات كتابية إضافية أو مستندات أو عناصر أدلة أخرى، تثبت أن القيمة المصرح بها تتوافق مع المبلغ الإجمالي المدفوع فعلاً أو المستحق للبضائع المستوردة (على سبيل المثال وثيقة من وكيل السيارات المستعملة والمتواجد ببلد التصدير، والذي يمكن التحقق من مقره الرئيسي وبياناته لتأكيد سعر البيع، أو وثيقة من المورد تثبت أنه بيع ترويجي).

وفي حالة ما لم يقدم المستورد التبريرات الإضافية حول القيمة المصرح بها أو غياب الرد، فإن مصلحة الجمارك، تقوم برفض القيمة المصرح بها، ويجب عليها اللجوء في هذه الحالة إلى الطرق الأخرى للتقييم وبصفة رئيسية طريقة المقارنة المنصوص عليها في قانون الجمارك وذلك حسب ترتيب الأولوية، مشيرة إلى أن هذه الطريقة صالحة أيضاً في حالة غياب القيمة التعاقدية (غياب البيع).

وبناء على طلب المستورد، فإن مصلحة الجمارك مطالبة أن تبلغه بأسباب الشك المتعلقة بالقيمة المصرح بها وهذا وفقاً لقانون الجمارك (المادة 16)، من أجل منحه إمكانية تقديم إجابات حول أسباب رفض القيمة المصرح بها، وعلى مصلحة الجمارك أن تبلغ المستورد كتابياً بالقرار النهائي مع التسبيب.

أما في حالة عدم قابلية تطبيق القيمة التعاقدية أو الطرق البديلة (خاصة طريقة المقارنة)، فإن تقييم سعر المركبة يتم بصفة رئيسية حسب طريقة الحل الأخير، وذلك على غرار أغلبية دول العالم بما فيها الدول الأعضاء في المنظمة العالمية للتجارة، وذلك نظراً للخصوصية



التي تتميز بها عمليات استيراد السيارات المستعملة من طرف الأفراد. في هذا الصدد، توضح المديرية العامة للجمارك أن تقييم السيارات المستعملة بتطبيق طريقة الحل الأخير، يتم بصفة رئيسية عن طريق اللجوء إلى قواعد البيانات المتوفرة (مثل قاعدة البيانات الخاصة بالدليل المرجعي لأسعار السيارات المسماة (ARGUS)، مع الأخذ بعين الاعتبار سنة أول وضع السيارة للمسير لتحديد القيمة المرجعية، مشيرة إلى أن هذه الطريقة صالحة أيضا في حالة غياب القيمة التعاقدية (غياب البيع).

وفي هذه الحالة، تؤكد الجمارك الجزائرية، يمكن اتخاذ القيمة المرجعية لقاعدة البيانات كوعاء لحساب الحقوق والرسوم المستحقة، وهذا بأخذ السعر المبين في قاعدة البيانات، مع طرح نسبة القيمة المضافة الأجنبية كون هذه الأسعار تكون باحتساب جميع الرسوم.

### 3 حالات للتسوية والتقييم في حال الشك

ووفق نفس الوثيقة، فإنه عندما يتم اللجوء إلى طريقة الحل الأخير، بعد معاينة مصلحة الجمارك عدم قابلية تطبيق القيمة التعاقدية أو الطرق الأخرى البديلة، فإن معالجة مختلف الحالات التي يمكن أن تطرح أثناء جمركة السيارات المستعملة، يكون حسب الترتيب التالي: الحالة الأولى، وتتعلق بالسيارات المدرجة ضمن قاعدة البيانات للمركبات المستعملة، وسنة القيمة المرجعية في قاعدة البيانات توافق سنة وضع السيارة للسير، وهنا يتم التقييم باتخاذ السعر المرجعي لقاعدة البيانات مطروح منه نسبة القيمة المضافة الأجنبية مع إضافة سعر الشحن.

فمثلا سيارة وضعت للسير أول مرة سنة 2021، وسعرها في قاعدة البيانات لسنة 2021 هو 20 ألف يورو، فإن القيمة المطبقة هي 20 ألف يورو مطروحة منها الرسم على القيمة المضافة الأجنبية (20 بالمائة) على سبيل المثال، والتي يتم الحصول عليها بتطبيق نسبة 0.833 هذا ما يؤدي إلى الحساب على النحو التالي:  $20000 \times 0.833 = 16660$  أورو، وسعر الشحن 300 يورو، لتكون بذلك القيمة التي يجب أن تؤخذ لحساب الحقوق والرسوم هي 16960 يورو.

أما الحالة الثانية، فهي عندما لا تتوافق سنة القيمة المرجعية في قاعدة البيانات مع سنة وضع السيارة للسير، وهنا يمكن لمصلحة الجمارك أن تأخذ القيمة المرجعية للسنة الأقرب لسنة وضع السيارة للسير مع تطبيق معامل تصحيح كما يلي: تصحيح تصاعدي بمقدار 10 بالمائة سنويا، عندما تكون سنة القيمة المرجعية أقل من سنة وضع السيارة للسير، فمثلا سيارة وضعت للسير سنة 2022، وسعرها في قاعدة البيانات لسنة 2021 هو 20 ألف يورو، يكون التصحيح التصاعدي بمقدار 10 كما يلي:  $20000 + (20000 \times 10\%) = 22000$  أورو.

وتصبح القيمة المطبقة هنا هي 22000 يورو مطروحة منها الرسم على القيمة المضافة الأجنبية (20 بالمائة)، والتي يتم الحصول عليها بتطبيق نسبة 0.833، هذا ما يؤدي إلى الحساب على النحو التالي:  $22000 \times 0.833 = 18326$  يورو. وباعتبار سعر الشحن 300 يورو، تصبح القيمة التي تؤخذ لحساب الرسوم 18626 يورو.

ويطبق تصحيح تنازلي بنسبة 10 بالمائة سنويا إذا كانت سنة القيمة المرجعية أكبر من سنة وضع السيارة للسير.

أما الحالة الثانية للتصحيح، فهي التي تتعلق بالسيارات غير المدرجة في قاعدة البيانات للمركبات المستعملة لكنها مدرجة ضمن قاعدة البيانات للسيارات الجديدة، وهنا يمكن للجمارك -حسب الوثيقة- أن تلجأ إلى قاعدة البيانات للسيارات الجديدة بعنوان سنة وضع السير للسيارة المراد تقييمها أو للسنة الأقرب منها.

وعندما لا تتوافق سنة الاستيراد مع سنة الوضع في السير، يتم تطبيق معدل التقادم (معامل الامتلاك) بمعدل 10 بالمائة سنويا، في حين أنه إذا كانت سنة الاستيراد تتوافق مع سنة الوضع في السير، فإن السيارات المستعملة الموضوع للسير خلال نفس سنة الاستيراد، فإن السعر المدرج في قاعدة البيانات للسيارات الجديدة يبقى مطبقا بدون أي تعديل باستثناء الإجراء الخاص بطرح قيمة الرسم على القيمة المضافة الأجنبية.

أما الحالة الثالثة والأخيرة، فتتعلق بسيارات غير مدرجة لا في قاعدة البيانات للسيارات المستعملة ولا ضمن قاعدة بيانات المركبات الجديدة، فتشير الوثيقة إلى أن مصالح الجمارك يمكنها اللجوء إلى مقارنة السيارة المراد تقييمها بسيارة لها نفس الخصائص التقنية. وتتم المقارنة مع سيارة من نفس العلامة التجارية ذات نفس الخصائص أو بخصائص مقاربة، أو مع سيارة من علامة تجارية أخرى لها نفس الخصائص أو مقاربة لها.



## عين قزام.. الجمارك تحجز 2 طن من الفريضة الموجهة للتهريب

حجز أعوان الفرقة المتنقلة للجمارك، التابعة لمصالح مفتشية الأقسام للجمارك بعين قزام 2000 كغ من الفريضة.

وجاءت هذه العملية على إثر كشف مخبأ معدّ خصيصا لتخزين البضائع الموجهة للتهريب، حسب ما جاء في بيان المديرية العامة للجمارك الجزائرية.

وتندرج العملية في إطار ممارسة المهام الحمائية المنوطة بجهاز الجمارك الجزائرية وتكرس تجنّد أعوانه التام في سبيل مكافحة كافة أشكال التهريب لاسيما تهريب المواد المدعمة وذات الإستهلاك الواسع.

## مع ضرورة التأشير على التحيين الآني.. مصالح أملاك الدولة: هذه خطوات رقمنة العقود العقارية

- إلزامية توافق المعطيات المسحية مع الوثائق العقارية المرقمنة
- إدراج رقم التعريف الوطني والرقم الجبائي في العقود الموثقة

أكدت مديرية أملاك الدولة، على ضرورة توافق المعطيات المسحية والوثائق العقارية العامة محل الرقمنة لضمان مصداقية الوثائق، مع التأكد من التأشير على التحيين الآني دون أخطاء. وحسب المذكرة المتعلقة برقمنة العقود الموجهة لمديري الحفظ العقاري بالولايات، فإن مديرية أملاك الدولة مطالبة بوضع قواعد بيانات الوثائق العقارية والمسحية تحت تصرف المصالح الجبائية، على أن تتضمن بيانات الوثائق المسحية بيانات الوثائق العقارية العامة التي تتضمن السجلات العقارية، البطاقات العقارية والعقود المشهورة وسندات الملكية. وأكدت مديرية أملاك الدولة، أن مصداقية الوثائق تكمن في توافق المعطيات المسحية والوثائق العقارية العامة محل الرقمنة، مع التأشير على التحيين الآني دون أخطاء. وبالإضافة إلى رقمنة العقود سيكون لزاما على الموثقين المحررين للعقود إدراج رقم التعريف الوطني والرقم الجبائي، في كافة العقود المحررة لفائدة المتعاملين الخواص والأشخاص المعنويين مهما كانت طبيعتهم، مع العلم أن الرقم التعريفي الوطني يخص الأشخاص الطبيعيين، ورقم التعريف الجبائي يخص الأشخاص المعنويين. في السياق أكد الأستاذ رضا بن ونان، عضو المجلس العام للاتحاد الدولي للتوثيق، أن رقمنة العقود حتمية لوضع حد نهائي للتزوير أو التلاعب في المعاملات العقارية.

وقال المتحدث لـ"المساء" إن تكييف القوانين مع المعايير الدولية ضرورة، موضحا أن رقمنة العقد التوثيقي وجعله عقدا إلكترونيا يضمن سرعة المعاملات وقطع الطريق أمام محاولات التزوير أو السرقة. واعتبر قرار رئيس الجمهورية، القاضي برقمنة مصالح أملاك الدولة خطوة هامة لتعزيز الأمن العقاري، مشيرا إلى أن الرقمنة تشكل واقعا عالميا لاسيما بالقطاع العقاري باعتباره قاعدة أساسية في الحياة الاجتماعية والاقتصادية.

وفي السياق، أشار الأستاذ بن ونان، إلى أن العقار حظي منذ الاستقلال باهتمام المشرّع الجزائري، بغية إرساء سياسة عقارية هادفة ناهيك عن ضرورة مواكبة النصوص القانونية المتعلقة بحماية العقار للتكنولوجيات الرقمية. ويرى عضو المجلس العام للاتحاد الدولي للتوثيق، أن تعميم الرقمنة في العقد التوثيقي ضرورة ينبغي أن تمس جميع القطاعات والإدارات العمومية والخاصة التي يتعامل معها الموثق يوميا، وذلك لضمان نجاحها كونها ذات أهمية في تشجيع الاستثمار المحلي والأجنبي، مضيفا أن التجارة العالمية اليوم مبنية على مبدأ السرعة والائتمان.

وذكر بن ونان، أن رقمنة القطاع العقاري يجب أن تشمل تصرفات الأفراد العقارية من بيع وشراء وإيجار، “باعتبار أن الشكلية تعد ركنا لانعقاده، كما أنها تقتضي إفراغه في شكل رسمي أمام موظف عام أو ضابط عمومي أو شخص مكلف بخدمة عامة مع مراعاة الأوضاع القانونية”، قبل أن يؤكد بأن ضمان سلامة التوازن العقدي يستوجب إفراغ العقود العقارية في صيغة رقمية تسهل عملية الرجوع إليها. كما أشار المتحدث، إلى أن التعديل الوارد في قانون المالية التكميلي بخصوص توحيد إدارتي المسح والحفظ العقاري، لتفادي سلبيات عدم مطابقة مخططات مسح الأراضي مع وثائق الحفظ العقاري، هو تكريس قانوني لعملية التسيير الرقمي لوثائق مسح الأراضي والسجل العقاري.

## GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

# La nouvelle stratégie nationale fin prête

**Fin de mise à jour de la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe. Sa mise en œuvre, prévue au cours de l'année 2023, n'attend que la publication de la nouvelle loi en remplacement de la loi de 2004 relative à la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable et des textes d'application.**

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Au cours des 15 dernières années, l'Algérie a consacré une moyenne de 225 millions de dollars par an pour faire face aux catastrophes, en particulier les inondations, les tremblements de terre et les incendies de forêt, dont 70 % destinés pour réparer les dégâts des inondations. C'est ce qu'a révélé le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à l'ouverture du colloque international sous le thème «Réduire le risque sismique : gouvernance et perspectives», tenu hier samedi, au Centre international des conférences, à Alger.

«Bien que les inondations figurent en tête de liste des catastrophes survenues dans notre pays depuis 1950, les tremblements de terre ont été les plus coûteux en termes économiques, s'élevant à près de 10 milliards de dollars, ainsi qu'en termes de nombre de pertes humaines dont 6 771 morts et environ 1,4 million de personnes touchées», fait-il remarquer.

Insistant sur l'importance d'une préparation préalable pour réduire les effets de la catastrophe après sa survenance, il assure que notre pays a été précurseur à mettre à jour son arsenal juridique et ses moyens d'intervention de manière

cohérente avec le développement enregistré dans différents domaines, notamment l'expansion urbaine, industrielle et commerciale, ainsi que les grandes œuvres réalisées.

«Consciente des conséquences des aléas sismiques, l'Algérie a fermement mis en place des mesures et mécanismes pour les réduire, à travers des plans et stratégies, inscrits dans la loi n°20-04 du 25 décembre 2004, relative à la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes, dans le cadre du développement durable», précise Aïmene Benabderrahmane. Il cite à cet effet, le projet de la Mosquée d'Alger, qui «reste une expérience unique au monde dans le domaine du système antisismique, pour ce type de projet d'envergure».

Selon lui, les expériences sur le terrain et les catastrophes qui ont frappé de nombreuses régions du

monde au cours des deux dernières décennies imposent de revoir, d'améliorer et de mettre à jour la stratégie actuelle, et ce, dans le contexte du «cadre d'action «Sendai» pour la réduction des risques de catastrophe» durant la période 2015-2030 des Nations-Unies, ratifié par notre pays.

«La mise à jour de la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe a été finalisée. Elle sera mise en œuvre après la publication de la nouvelle loi qui remplacera la loi de 2004, ainsi que ses textes d'application au cours de 2023», dévoile-t-il.

De son côté, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a fait savoir qu'une nouvelle loi de l'urbanisme est en voie de préparation en concertation, avec des spécialistes et des experts de plusieurs pays. «C'est une logique

consultative», dit-il, avant d'ajouter : «Il est question également de promouvoir la qualité et d'établir des valeurs innovées dans le domaine des études, notamment dans la rénovation des tissus urbains de manière moderne.»

Étalé sur deux jours, ce colloque international, qui intervient 20 ans après le tremblement de terre dévastateur qui a frappé la wilaya de Boumerdes le 21 mai 2003, se veut un espace scientifique et d'évaluation pour échanger les expériences et présenter les dernières recherches scientifiques et technologies modernes dans le domaine de la réduction des risques sismiques et des effets des catastrophes naturelles, afin de renforcer les capacités de résistance et de prévention. Pour ce faire, la rencontre a regroupé des experts et des spécialistes nationaux et internationaux.

Ry. N.



## عائدات لا تتجاوز 375 مليون دولار وإمكانيات غير مستغلة

# الاستثمار السياحي بحاجة إلى تسهيلات بنكية

يبقى الأسعار خارج القدرة الشرائية للمواطن. ودعا المتحدث إلى التفكير في مقاربة جديدة للتشجيع السياحي من خلال التعريف بإمكانات كل منطقة، لتمكين المرافق السياحية من العمل بكفاءة السنته مما يساهم في خفض الأسعار، مبرزا أهمية توفير يد عاملة مختصة ومستكونة أبرزها المرشد السياحي الذي يشكل دعامة السياحة، وتطوير مستوى الخدمات التي لا ترقى حالها لتطلعات السياح الجزائريين والأجانب، وتعزيز المشاركة في المعارض الدولية للسياحة بإشراك من بإمكاناته إعطاء أحسن صورة عن الجزائر.

ووقع منتدى المستثمرين الجزائريين، اتفاقية تعاون مع المنظمة الوطنية ذات المسار الأصيل لتوجيه ومساعدة أصحاب المشاريع والمستثمرين ومساعدتهم في مجال الاستثمار في مختلف القطاعات.

وذكر المتحدث، بأن الجزائر تزخر بإمكانات سياحية هائلة (لا أنها غير مستغلة الأمر الذي يتطلب التفكير في كيفية التشجيع، مضيفا بأن المنتدى الذي يرأسه وقع اتفاقية تعاون مع منتدى المستثمرين بدبي في الإمارات المتحدة، وبمعمل على التمرير بالسياحة الجزائرية وسحيط الأعمال بالجزائر، خاصة بعد صدور قانون الاستثمار الجديد الذي يشجع على الشركة الأجنبية. وفي معرض حديثه أشار حزابمية، إلى أنه حان الوقت لجعل السياحة قطاعا حيويا يعول عليه في رفع مدخل الدولة ممتعا عليه الوضع بالنسبة لدول الجوار، إذ أكد بأن قطاع الفنادق يحقق مداخيل بقيمة 375 مليون دولار، وهي قيمة تبقى ضئيلة بالنظر للإمكانات التي تتوفر عليها الجزائر، إذ لا تستجاسز الحظيرة الفندقية 1500 فندق، وهو ما يجعل الطلب يفوق العرض خلال موسم الاصطفاف بالولايات الساحلية مما

قال محمد ندير حزابمية، رئيس منتدى المستثمرين الجزائريين خلال ندوة نظمها المنتدى بمقره السبت، حول واقع وإفاق الاستثمار السياحي في الجزائر، أن تطوير الاستثمار السياحي يتطلب مراجعة طرق تمويل المشاريع بالتحالفا تدايير تنفي المرونة على منح القروض البنكية التي تبقى من بين الصعوبات التي تواجه المستثمرين، وأضاف المتحدث، أن قانون الاستثمار أقر تفضيلات لتشجيع المستثمرين، مؤكدا أهمية أن تتبع هذه التسهيلات بتدابير إضافية خاصة ما يتعلق بتعميد مدة تسديد القروض المحددة حاليا بما 10 سنوات بالنسبة للمشاريع السياحية، وتخفيض قيمة المساهمة الشخصية التي تتراوح ما بين 40 إلى 50 بالمائة من القيمة الإجمالية للمشروع.

أكد مشاركون في منتدى المستثمرين الجزائريين، أن تطوير الاستثمار في المجال السياحي يتطلب إعادة النظر في صيرورة تمويل المشاريع بتسهيل عمليات الحصول على القروض البنكية، والترويج للوجهة الجزائرية قصد تشجيع المستثمرين الأجانب على دخول السوق الجزائرية.

زولا سومر





## مسؤولة في مكتب الأمم المتحدة لمخاطر الكوارث، ميرنا أبو عطة، لـ "الخبر" "نسبة التأمين على خسائر الكوارث متدنية كثيرا"

نسبة التأمين على خسائر زلزال 2003، الواحد بالمائة، وهو رقم "متدني" يكشف عن خلل في منظومة التأمين بصفة عامة، يتطلب مراجعتها بالنظر إلى أهمية التأمين في تحويل المخاطر، وهو خلل مسجل حاليا في الدول النامية وأيضا تلك المتأزعة.

ليس هذا فقط، مثلما أشار إليه الوزير الأول، أيمن عبد الرحمان، تقول محدثتنا، هناك مشكل كبير في تطبيق البند الخامس من اتفاقية "سانداي" والمتمثل في ضعف الاستثمار في الحد من مخاطر الكوارث، إضافة إلى ضعف تمويله من طرف الدول المتقدمة، مما يتطلب مزيدا من الجهد لبلوغ أهداف إطار "سانداي" على بعد سبع سنوات من خيرة لعروسي نهايته.

تضيف ميرنا أبو عطة، بتحديث ترسانتها القانونية، للتكيف مع القوانين الدولية في هذا الإطار.

وقالت محدثتنا، بأن الجزائر بلد "تشيط جدا"، فيما يخص مشاركتها في المنتدى الإقليمية والعالمية لمواجهة خطر الكوارث، وهو ما يدعمه، حسبها، مكتب الأمم المتحدة للحد من مخاطر الكوارث، باعتباره المكتب الإقليمي للدول العربية ومقره في القاهرة، إضافة إلى دعم تنفيذ إطار اتفاقية "سانداي" والتسيق مع الحكومات العربية وأصحاب المصالح للحد من هذه المخاطر.

وتأسفت ممثلة الأمم المتحدة لظاهرة "اختراق" قطاع التأمين في مجال الحد من مخاطر الكوارث في كل المنطقة العربية. فبالنسبة للجزائر، مثلا، تقول، لم تتجاوز



ميرنا أبو عطة

عنها، حيث اكتسبت بعد زلزال 1980 و2003 تقول، خبرة كبيرة، جعلتها تستحدث استراتيجية وطنية للحد من هذه المخاطر، وهي تقوم في كل مرة،

كشفت مسؤولة البرامج في مكتب الأمم المتحدة للحد من مخاطر الكوارث، ميرنا أبو عطة، في لقائها مع "الخبر"، عن ضعف كبير في تمويل التكنولوجيا من الدول المتقدمة إلى النامية، للحد من مخاطر الكوارث الطبيعية، وانتقدت مستوى التأمين عليها في الجزائر كما في كل المنطقة العربية، رغم أهمية التأمين في تحويل المخاطر، حيث وصفته بالمتدني، إذ لم تتجاوز نسبة الخسائر المؤمنة في زلزال 2003 بالجزائر، 1 بالمائة.

ثمنت مسؤولة البرامج في مكتب الأمم المتحدة للحد من مخاطر الكوارث، ميرنا أبو عطة، في لقاء جمعها بـ "الخبر"، الجهود الكبيرة التي تبذلها الجزائر في إطار تسيير الكوارث والأخطار الناجمة





وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger